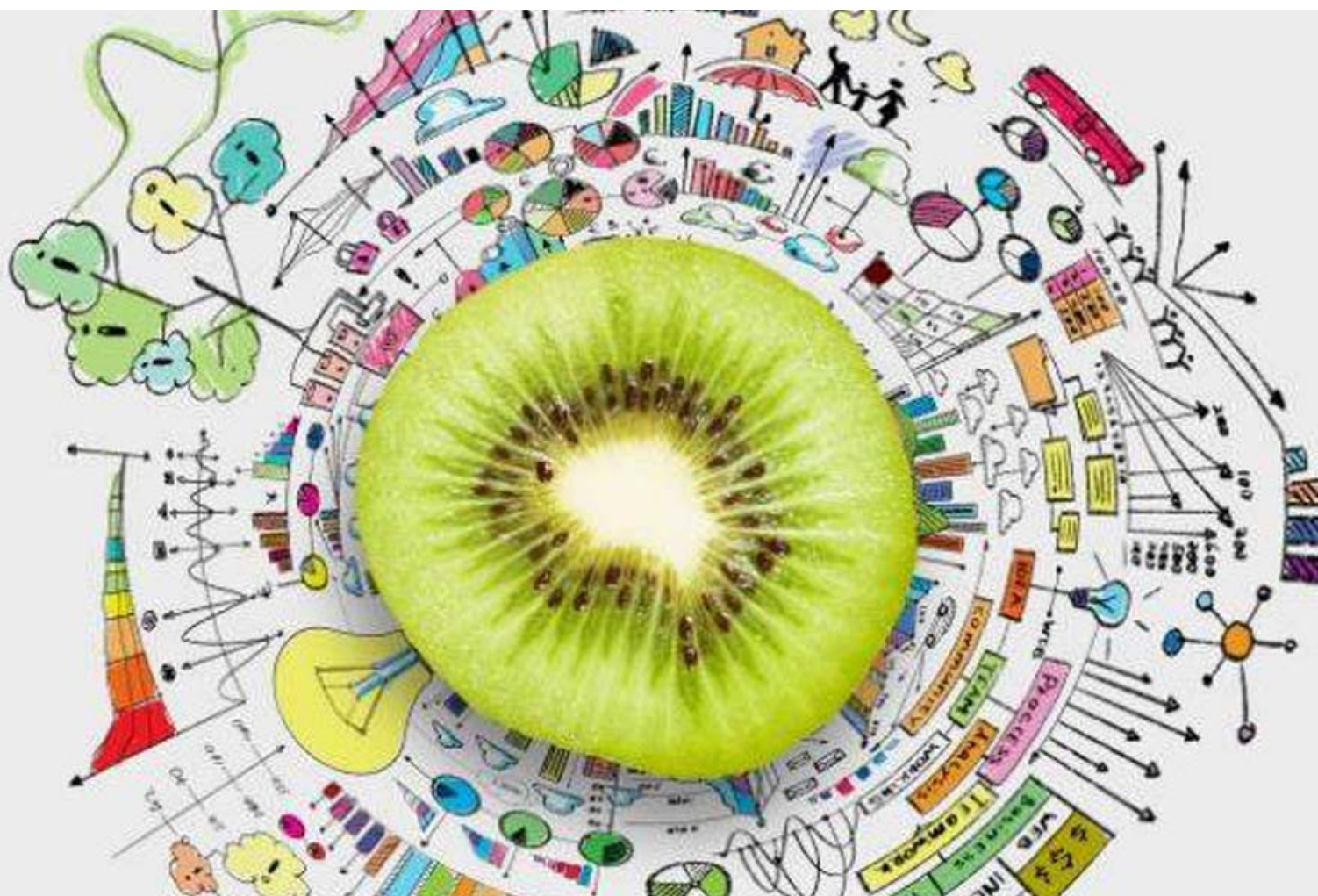




SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET AGROSTRATÉGIES / TERRITOIRES EN MUTATION

Territoires à « alimentation positive », une (r)évolution citoyenne

14 FÉVRIER 2017 · PAR FABIENNE MARION



Face à la crise de confiance envers une alimentation hyperindustrialisée et mondialisée, les territoires se sont fortement mobilisés. Ils sont une échelle permettant de créer plus facilement de la cohérence entre des politiques trop segmentées (agriculture, santé, environnement, éducation...), de créer des synergies entre acteurs, de la transparence, de la

confiance, et de la solidarité. Ils agissent aujourd'hui en véritables laboratoires de l'innovation sociale.

A l'œuvre pour faire émerger des actions innovantes, la Fondation Daniel et Nina Carasso accompagne ce vaste mouvement pour permettre à ces énergies de se concrétiser en systèmes alimentaires durables d'avenir. Présentation.

Notre pays d'agriculteurs et de gastronomes a été fortement ébranlé par les multiples crises alimentaires contemporaines, depuis la vache folle aux émeutes de la faim, dont les conséquences affectent aujourd'hui la stabilité du monde. Le scandale de la viande de cheval dans les plats préparés, la prise de conscience de l'impact des intrants chimiques sur la santé des producteurs et des consommateurs, la médiatisation des enjeux climatiques et des impacts de nos modes de production et de consommation sur la biodiversité et en particulier la survie des pollinisateurs dont dépendent nos écosystèmes, ces débats de société sont autant de marqueurs attestant de l'émergence d'un consensus sur les limites atteintes par notre époque.

La confiance dans un système alimentaire mondialisé et hyperindustrialisé est définitivement érodée.

Ce système est aujourd'hui largement perçu comme étant aussi puissant que hors de contrôle, à tel point que ses orientations émergent comme un enjeu démocratique. Face à cette crise de confiance, les territoires ont rapidement été identifiés comme porteurs de solution. Ils se sont mobilisés pour incarner et mettre en œuvre localement le changement nécessaire à l'échelle mondiale.

La France : véritable

foisonnement d'initiatives alimentaires locales

Pour les pouvoirs locaux, l'alimentation est donc au cœur de nombreux enjeux cruciaux : souveraineté alimentaire, santé publique, justice sociale, aménagement des territoires, gestion des déchets, emploi, gestion des terres et des ressources naturelles, attractivité touristique, protection du patrimoine culturel et de la biodiversité, éducation...

De plus en plus, les collectivités françaises cherchent à reprendre le contrôle de leurs systèmes alimentaires. Elles suivent ainsi l'exemple de villes pionnières de l'alimentation durable, en s'inspirant souvent des innovations qui éclosent à l'étranger. En témoignent les dynamiques fortes des **Transition Towns**, de la **Déclaration de Rennes** et du **Pacte de Milan**, ou encore le soutien croissant qu'elles apportent aux circuits courts ou à des mouvements comme **Mon restau responsable** (voir le projet de la Fondation Nicolas Hulot plus bas).

En cinq ans, la Fondation Daniel et Nina Carasso (1) a soutenu plus de 145 projets en France (parmi plus de 830 reçus) et 36 en Espagne qui ne constituent qu'un aperçu des dynamiques à l'œuvre dans ces deux pays.

Si la société civile est très active, de plus en plus de projets sont portés par des collectivités qui souhaitent se saisir de la question alimentaire. En France, le Ministère de l'agriculture a dénombré en juin 2016 plus de 60 projets alimentaires territoriaux (PAT). La loi d'avenir de 2014 du Ministère de l'agriculture a d'ailleurs renforcé leurs capacités d'action sur l'alimentation (2), et l'hexagone se couvre progressivement d'un

maillage de plus en plus serré d'initiatives territoriales, tandis que des réseaux de collectivités s'organisent pour faire valoir leurs revendications (3). Cet élan des territoires est encore récent, mais foisonnant. Certains prennent le temps de la concertation, d'autres favorisent l'action politique rapide. Des collectivités pionnières œuvrent depuis près de deux décennies, de plus en plus innovent en développant des approches pragmatiques, systémiques et ambitieuses, beaucoup observent et s'inspirent de l'existant.

Les leviers d'action sont nombreux et aujourd'hui connus, même si des efforts restent à accomplir pour faciliter leur mise en œuvre : l'agriculture urbaine, la restauration collective, la protection du foncier agricole, l'accompagnement des filières locales, la mise en place de conseils alimentaires consultatifs (food councils), la lutte contre le gaspillage, le développement de nouvelles infrastructures... La mise en place de politiques alimentaires concertées questionne tant les structures politiques que le rapport des citoyens à l'espace public et à la solidarité, avec un objectif partagé : renforcer la résilience des territoires en favorisant le respect de l'environnement, de l'économie locale, de l'équité, de la santé et du vivre-ensemble.

De nombreux freins à l'action des collectivités existent cependant : certaines contraintes inscrites dans le code des marchés publics, la complexité et les difficultés de coordination inhérentes à la stratification territoriale, ou encore le manque de coordination dans la mise en œuvre des différentes politiques publiques. Les collectivités françaises disposent aussi de marges de manœuvre sous-exploitées pour orienter le système alimentaire : les Plans locaux d'urbanisme, les Schémas de cohérence territoriale, les agendas 21 sont autant

d'outils mobilisables.

Film documentaire « Qu'est-ce qu'on attend ? » de Marie-Monique Robin

Soutenir et accompagner les projets les plus prometteurs

Le rôle de la Fondation Daniel & Nina Carasso consiste à donner davantage de moyens aux porteurs de projets les plus prometteurs, à identifier avec eux de nouvelles pistes de solution, à soutenir la diffusion des apprentissages et des bonnes pratiques. Pour cela, elle agit directement et avec les 145 partenaires français qu'elle soutient financièrement, à plusieurs niveaux :

- Soutenir l'action de collectivités pilotes dans l'expérimentation et la capitalisation d'initiatives pionnières ;
- Accélérer le développement d'outils de politiques alimentaires adaptées à la diversité des contextes culturels, juridiques, environnementaux et socio-économiques, pour faciliter la transition des territoires ;
- Explorer certains leviers d'action, comme la restauration collective, afin de renforcer des politiques agricoles, économiques, environnementales et nutritionnelles locales ;
- Soutenir l'expérimentation et la diffusion de pratiques agricoles et alimentaires durables, par la recherche participative ;
- Repenser les modalités de l'aide alimentaire pour garantir sa pérennité, améliorer l'accès des personnes vulnérables à une alimentation de qualité et garantir leur dignité ;
- Encourager l'insertion professionnelle et sociale de personnes

isolées dans des chaînes de valeur durables (production, transformation, distribution...);

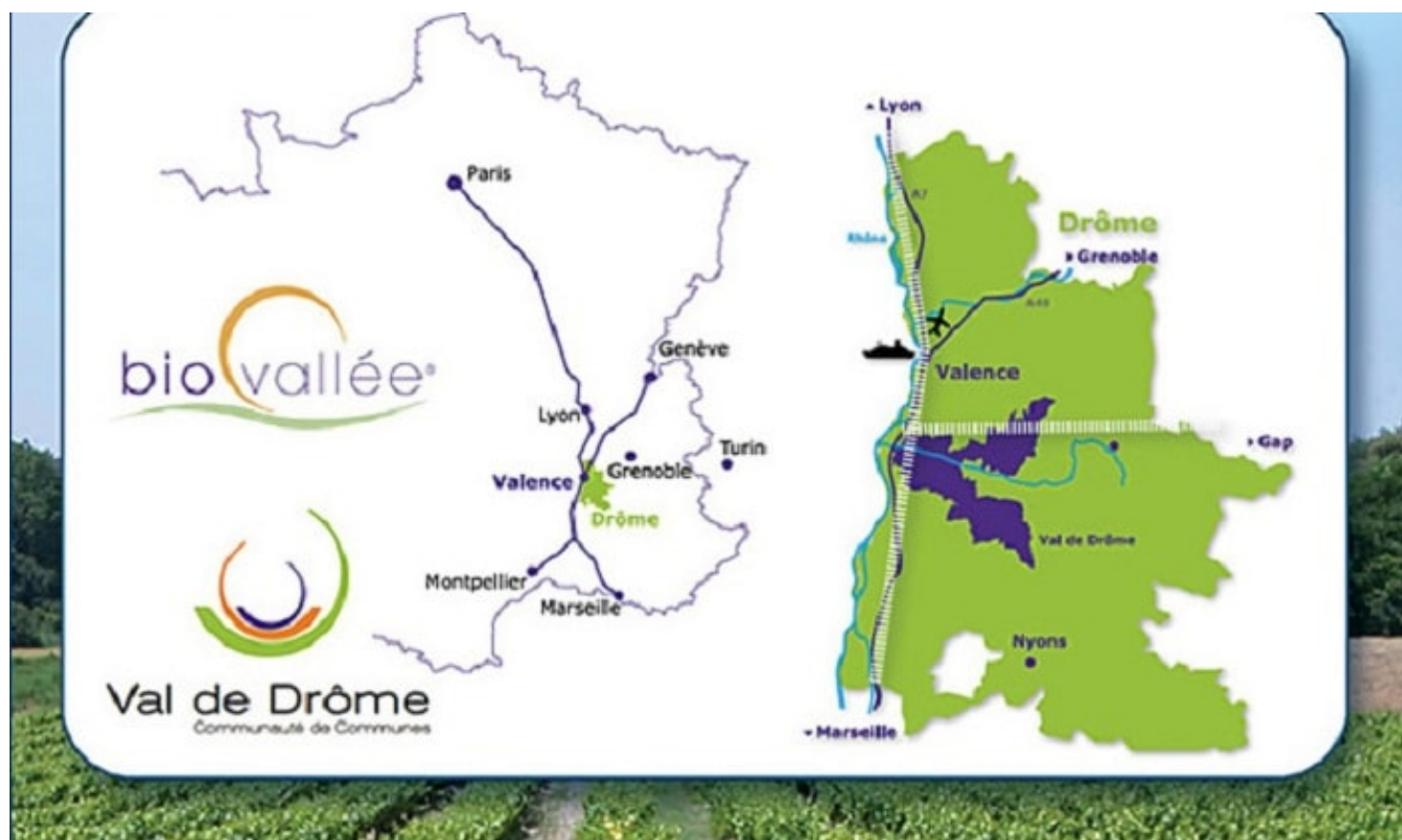
– Promouvoir une approche multidisciplinaire dans la recherche internationale sur les systèmes alimentaires, et concevoir des projets de recherche stratégiques tournés vers les nouveaux fronts de recherche, etc.

Quelques exemples de la vitalité et la diversité d'actions à l'échelle des territoires



Mouans Sartoux (06), pionnière depuis plus de 20 ans sur la question de la politique alimentaire locale. En 2012, première ville française de plus de 10 000 habitants à servir des repas 100% bio dans ses écoles. La ville de Mouans-Sartoux développe depuis plus de 20 ans une politique de maintien des espaces agricoles sur son territoire ainsi que de soutien à la production et à la consommation locale, notamment à

travers des outils comme l'Agenda 21 et le plan local d'urbanisme (PLU). Après avoir notamment réussi à approvisionner la cantine scolaire en 100% bio depuis 2012, les associations de la commune appuyées par la ville souhaitent renforcer cette dynamique par la création d'une Maison de l'alimentation durable. Soutenue par la Fondation, ce lieu permettra d'aider à l'installation de nouveaux agriculteurs, et comprendra un laboratoire de transformation. Cette Maison permettra également de sensibiliser les consommateurs, et de conduire des actions d'évaluation, capitalisation et diffusion de l'expérience acquise. Ce succès repose notamment sur la création d'une régie municipale agricole.



BioVallée, territoire de transition alimentaire, énergétique et écologique : trois communautés de communes, regroupant 55 000 habitants, développent une politique alimentaire locale intégrant les enjeux environnementaux, nutritionnels et socio-économiques : elles

soutiennent les agriculteurs locaux respectueux de l'environnement, appuient des filières équitables et soutiennent des coopératives de transformation et distribution, améliorent la qualité des produits alimentaires dans les cantines scolaires, sensibilisent élus et consommateurs. A l'échelle du territoire, le projet financé par la Fondation organise la mise en réseau des acteurs autour d'une logistique optimisée et partagée pour le développement des circuits courts. Avec une implication forte des citoyens, les collectivités en transition souhaitent atteindre 80% de produits bio et locaux dans les cantines, une forte réduction du gaspillage, et une forte sensibilisation aux pratiques alimentaires saines et durables.

IUFN – International Urban Food network

L'IUFN est une association française dont l'objectif est d'appuyer les collectivités élaborant des politiques alimentaires locales. Le projet soutenu par la Fondation concerne quatre territoires pilotes (Conseil régional du Centre-Val de Loire, Pays Loire Nature Touraine, Métropole de Bordeaux et Ville de Lyon). Il vise à réaliser un état des lieux des pratiques et acteurs innovants, à expérimenter des mécanismes de gouvernance alimentaire inclusifs, et à faciliter la diffusion des enseignements via des guides méthodologiques. Ce projet ambitieux agit à différentes échelles territoriales pour analyser la complémentarité des niveaux administratifs et développer des outils de gouvernance adaptée pour chacun.



Terres en villes – Un réseau national pour un projet alimentaire territorial co-construit et partagé

Réunissant à parité des collectivités et des chambres d'agriculture, l'association Terres en Villes vise à co-construire les outils d'une gouvernance multi acteurs des systèmes alimentaires, en réunissant pouvoirs publics locaux, entreprises, associations et chercheurs. Ce projet expérimente, dans trois agglomérations pilotes (Lille, Grenoble et Lorient) des démarches articulant politiques agricoles, sociales, de développement durable et d'aménagement. Ces méthodes partagées sont élaborées avec la participation de scientifiques et d'usagers.

Actualités du réseau : <http://terresenvilles.org/>

Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme (FNH) : La FNH en partenariat avec le réseau **Restau Co** apporte des solutions pratiques aux acteurs de la restauration collective qui souhaitent améliorer la durabilité de leurs pratiques. Ce projet, appelé « **Mon Restau Responsable** », a déjà séduit plus de 200 restaurants collectifs. Il propose un portail internet dédié à l'échange d'information entre professionnels, la mutualisation des bonnes pratiques, le déploiement d'une méthode de certification participative pour accompagner et

valoriser les établissements en transition, ainsi qu'un référentiel commun sur la gestion des déchets et du gaspillage, de l'approvisionnement, de l'information aux convives et formation des professionnels.



En partenariat avec l'association RESOLIS, la Fondation Daniel & Nina Carasso a diffusé [un état des lieux des pratiques des collectivités locales](#) en faveur d'une transition agricole et alimentaire, qui témoigne de la vitalité et de la diversité des actions entreprises localement et de la mobilisation forte qui émerge des territoires.

Focus sur l'Espagne

La Fondation Daniel et Nina Carasso est présente en Espagne depuis 2014 au travers de sa délégation madrilène. Elle a soutenu 36 projets

dans le cadre de son axe Alimentation durable, qui appuient et renforcent les initiatives alimentaires locales. Malgré un contexte qui leur est contraire, ces initiatives se consolident et croissent sur tout le territoire espagnol.

En 2016, la fondation a aussi lancé en Espagne un appel à projets spécifiquement dédié aux systèmes alimentaires territorialisés. Visant à sensibiliser et accompagner les élus locaux et les consortiums d'organisations locales dans leur approche territoriale de l'alimentation. Cet appel fait suite à la signature du Pacte de Milan par de nombreuses villes espagnoles parmi lesquelles Madrid, Barcelone, Saragosse, Valence, regroupées sous le terme de « mairies du changement », mais aussi Cordoue, Grenade, Bilbao, Pampelune et de nombreuses autres villes de tous bords qui se rallient au mouvement. Sur 33 propositions reçues de 45 municipalités espagnoles, de toutes tailles et zones géographiques, neuf projets seront financés et accompagnés durant l'année 2017, centrés essentiellement sur les diagnostics territoriaux et la mise en place de conseils alimentaires. Outre le développement des projets eux-mêmes, ces neuf projets, situés sur Valence, Saragosse, Valladolid, Vitoria, Córdoba, Baena, l'île de Menorca et Sobrarbe (territoire rural avec huit communes), bénéficieront de la mise en réseau avec des expériences similaires. Également intégrée dans l'appel à projet, la capitalisation et l'échange des savoirs, ainsi que leur diffusion au-delà des initiatives elles-mêmes, se feront grâce à l'organisation collaborative de trois séminaires qui aboutiront à la publication d'un rapport annuel des avancées.

Retenue parmi plus de cent villes intégrées dans la plateforme du Pacte de Milan, c'est la ville de Valence qui est en 2017 la capitale

mondiale de l'alimentation. Elle accueillera, à ce titre, les réunions du groupe de projets suivis par la fondation, dont l'objectif est d'avancer dans la définition de politiques publiques (et de leur application effective) pour une alimentation saine et accessible pour tous les habitants des villes signataires, ainsi que d'impulser une production alimentaire durable sur les territoires abordés.

<http://www.fondationcarasso.org>

(1) La Fondation Daniel et Nina Carasso (FDNC) a été créée début 2010, sous l'égide de la Fondation de France, en mémoire de Daniel Carasso, fondateur de Danone, et de son épouse, Nina. Il s'agit d'une fondation familiale indépendante du groupe agroalimentaire. La Fondation a pour vocation de financer des projets dans deux grands domaines concourant à l'épanouissement de l'être humain : l'alimentation, pour entretenir la vie et l'art, pour enrichir l'esprit.

Son champ d'intervention est prioritairement la France et l'Espagne. La Fondation se réserve néanmoins le droit d'agir ailleurs, notamment dans des pays confrontés à des situations de post-urgence, tout particulièrement à la suite de crises environnementales, en soutenant des projets en lien avec ses deux grands domaines d'action.

A travers son soutien financier, la Fondation souhaite faciliter les rencontres et créer des passerelles entre des univers qui ne se côtoient pas, afin de rendre possible ce qui ne l'était pas ; faire émerger des actions innovantes et capitaliser les bonnes pratiques pour les diffuser le plus largement possible.

(2) Elle a accordé aux régions la gestion des incitations agro-environnementales de l'UE, soit 1,4 milliards d'euros/an. Elle a créé et prévu le soutien des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)– 60 aujourd'hui. Ces PAT sont un élément majeur du Programme national de l'alimentation (PNA), doté notamment d'un appel à projet annuel cofinancé par le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt et l'ADEME.

(3) L'Association des Régions de France a signé en 2015 la « Déclaration de Rennes », un manifeste pour des systèmes alimentaires territorialisés, tandis que le Pacte de Milan relie les grandes métropoles mondiales investies sur l'alimentation.

 Facebook

 Twitter

 LinkedIn

 WhatsApp

#AGRICULTURE

#ALIMENTATION

#INNOVATION

AGROSTRATÉGIES

PREMIUM

TERRITOIRES

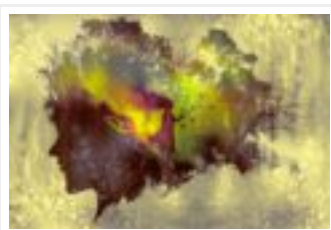
LES ARTICLES QUI VIENNENT D'ÊTRE PUBLIÉS



Reconnaissance faciale : l'Europe demande une pause pour réfléchir



Changement climatique : six Français sur dix vivent dans un environnement à risques



Les technologies du cerveau dans le viseur de la loi bioéthique



Education : la grande injustice des disparités de répartition des dépenses publiques



Information vs algorithmes

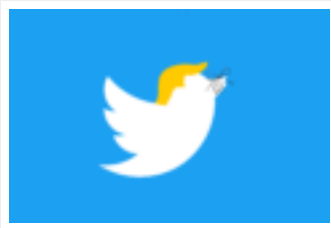
Le transhumanisme libéral contre l'égalitarisme écologique



Internation : la pensée à la rescousse de l'ONU pour sauver le monde



Financer le Bien commun ? Yes we can !



Iran-Etats-Unis : Twitter a -t-il permis d'éviter la guerre ?



Les mégafeux d'Australie auront-ils un impact sur le climat mondial ?



Loi anti-gaspillage votée à l'unanimité : vers une écologie du quotidien ?



Comment la crise climatique est devenue notre quotidien

**INSCRIVEZ VOUS POUR
RECEVOIR GRATUITEMENT LA
NEWSLETTER DE UP'
MAGAZINE**

E-mail *

Je m'inscris !

ARTICLE PRÉCÉDENT

Agriconomie : un champ bien semé rapporte du blé

PROCHAIN ARTICLE

Ynsect inaugure son unité de démonstration de production d'insectes, une première mondiale

Derniers articles de Sécurité alimentaire et agrostratégies

Révolution(s) en cuisine(s) : les futurs de la restauration durable en mutation

Agriculture biologique, nouveaux acteurs et lieux de consommation, origine et traçabilité des

Aliments ultra-transformés : une opacité juridique difficile à digérer

On ne sait même plus comment les dénommer : fake food, faux

Tout sur le bio : le manifeste qui rassure

Une nouvelle campagne média baptisée Tout sur la bio est lancée ce

Quand des ingénieurs se mettent au vert

Comment engager des élèves vers une carrière au service de la transition

Alimentation bio : connaissez-vous l'empreinte carbone des produits que vous consommez ?

Dans un contexte de crise de confiance envers la GMS et d'industrialisation

NOTRE PHILOSOPHIE **LA REDACTION** **MENTIONS LÉGALES**

CHARTRE DE CONFIDENTIALITÉ

CONDITION GÉNÉRALES D

1

articles en accès libre



Conditions